



L'Algérie renouvelle sa "détermination" pour la réalisation des objectifs sur le changement climatique



- Actualités - News -
Date de mise en ligne : mardi 14 mars 2017

Portail Algérien des Ressources Humaines

Région Nord-Est

L'Algérie renouvelle sa "détermination" pour la réalisation des objectifs sur le changement climatique

L'Algérie a renouvelé sa "détermination" pour la réalisation des objectifs de la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, a affirmé lundi à Paris le ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa.

"Fidèle à ses engagements, l'Algérie a renouvelé sa détermination à travailler, avec l'ensemble des parties contractantes, en vue de la réalisation des objectifs de la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique", a précisé le ministre dans son discours prononcé au 15e Forum mondial du développement durable, soulignant que dans son programme de développement, le secteur de l'énergie a pris en considération la problématique environnementale et le développement durable.

Cette problématique, a-t-il expliqué, apparaît à travers un dispositif réglementaire qui "fixe aux différents opérateurs les obligations de préservation de la santé et la sécurité des personnes et de protection de l'environnement et du patrimoine naturel".

"L'Algérie s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 7 % à l'horizon 2030. Cette réduction pourrait atteindre 22 % dans le cas où l'Algérie accède aux ressources financières extérieures mais aussi aux technologies propres en des termes concessionnels et préférentiels et au renforcement de ses capacités techniques", a rappelé le ministre, indiquant que pour atteindre les objectifs assignés, "plusieurs actions et projets ont été réalisés dont l'instauration d'une taxe de torchage des gaz associés, par la loi relative aux hydrocarbures".

Cette taxe, a-t-il ajouté, a été doublée en 2016 afin de "réduire davantage les gaz torchés", mettant en exergue le fait que le secteur a œuvré, pour la réalisation par le groupe pétrolier national Sonatrach, d'installations de compression et de réinjection de gaz, de 32 projets de récupération de gaz torchés et d'un projet de séquestration du CO2.

"Ces projets, a-t-il dit, ont permis la réduction tangible des volumes de gaz torchés dont la part a fortement baissé, à moins de 6% actuellement, avec l'objectif de réduire ce taux à seulement 1 % en 2020", soulignant que "ceci a permis d'éviter l'émission de plusieurs millions de tonnes de CO2".

Sur le plan régional, M. Boutarfa a indiqué que l'Algérie a consenti des efforts "importants" pour la consolidation et le développement des échanges énergétiques régionaux, "aussi bien en direction du Maghreb, qu'en direction de l'Europe et de l'Afrique", rappelant à cet effet les "grands projets d'interconnexions électriques" avec ses voisins.

Il a également cité, dans le cadre de ces échanges, les autres grands projets, en partenariat, qui "se sont traduits par le vaste programme de développement (ayant permis de conforter nos installations et infrastructures d'exportation du gaz naturel, à travers les trois gazoducs (Enrico Mattei, Pedro Duran-Farrell et Med-Gaz) reliant l'Algérie à l'Europe d'une capacité totale de quelques 52 milliards de m³ par an et une capacité substantielle en liquéfaction de gaz".

Concernant le continent africain, qu'il a qualifié de "plein de promesses", le ministre a souligné que l'Algérie "poursuit ses efforts pour faire aboutir le projet 'Trans-Saharan Gas-Pipeline' (TSGP) devant la relier au Nigeria".

"Ce grand projet, a-t-il dit, va, non seulement améliorer l'approvisionnement de l'Europe, et contribuera au progrès économique et social mais aussi, à la sécurité, des régions qu'il aura à traverser".

"Il sera à n'en pas douter, une ouverture vers des opportunités nouvelles d'investissement et d'affaires en Afrique où il y a encore beaucoup à faire, notamment en matière d'accès à l'énergie", a-t-il estimé.